

M. Davis: Cette question mérite plus ample considération. Je me renseignerai et communiquerai avec le député à ce sujet.

* * *

● (1500)

LA DÉFENSE NATIONALE

DEMANDE D'EXAMEN DE LA DÉCISION QUANT À LA FERMETURE DU CENTRE DE RECHERCHES DE SUFFIELD EN ALBERTA

M. Bert Hargrave (Medicine Hat): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et porte sur l'annonce, faite la semaine dernière, de la fermeture des installations du Conseil de recherches pour la défense à Suffield (Alberta). Étant donné les difficultés auxquelles feront face les quelque 184 familles de la localité touchée par cette décision et la baisse considérable de l'activité économique qui s'ensuivra dans cette région, le ministre envisage-t-il un examen immédiat de la portée que cette décision aura sur la localité de Suffield en vue, éventuellement, de remettre indéfiniment cette ferme?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le député de m'avoir prévenu de sa question. Il est, je crois, au courant du fait que l'établissement de recherches de Suffield ralentit ses activités depuis plusieurs années déjà. Ce que j'ai annoncé, c'est simplement que ce ralentissement allait se poursuivre pendant trois autres années et que l'établissement serait fermé en 1977. Toutefois, monsieur l'Orateur, je puis garantir au député que l'emploi du personnel en cause sera protégé dans toute la mesure du possible et que nous ferons tout en notre pouvoir pour que les personnes dont il s'inquiète trouvent un autre emploi.

* * *

L'AGRICULTURE

L'IMPORTATION DE DINDONS AMÉRICAINS—DEMANDE DE PROTECTION TARIFAIRE EN FAVEUR DES AVICULTEURS DE L'OUEST—L'OPPORTUNITÉ D'UN CONTINGENTEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre de l'Agriculture. Vu le fait que des dindons américains sont importés en Ontario, ce qui fait baisser de 3½c. la livre le prix des dindons élevés dans l'Ouest canadien, le ministre est-il disposé à accorder aux producteurs de l'Ouest une protection tarifaire ou envisage-t-il d'imposer des contrôles à l'importation de dindons des États-Unis?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu un mémoire du nouvel Office national de commercialisation des dindons, et nous sommes en train d'étudier les recommandations que cet organisme nous a faites.

L'IMPORTATION DE BÉTAIL AMÉRICAIN ENGRAISSÉ AU DIÉTHYLSTILBESTROL—LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS CANADIENS

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de l'Agriculture. Elle a trait aux milliers de bovins que nous importons chaque semaine des États-Unis. Comme ce

Questions orales

bétail peut avoir consommé du DES, additif interdit au Canada, quelles mesures son ministère a-t-il prises pour protéger les Canadiens?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la décision d'interdire l'usage du DES a été rejetée par les tribunaux aux États-Unis. Aucune bête nourrie au DES ne sera importée au Canada d'ici au moins six semaines ou même deux mois étant donné que les éleveurs américains ne font que recommencer à s'en servir. Ils projettent d'ajouter le DES en supplément à leurs provendes, mais ils ne nous expédieront pas ces bêtes du jour au lendemain. Nous surveillons la situation et devons rencontrer le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au cours de la journée.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous avons déjà atteint sinon dépassé la fin de la période des questions. La présidence pourrait peut-être donner la parole brièvement au député de Shefford et à celui d'Edmonton-Ouest, pour ensuite passer à l'appel de l'ordre du jour.

* * *

[Français]

LES FINANCES

ON SUGGÈRE DE SUPPRIMER LA LIMITE DE SIX MOIS SUR LES PRÊTS CONSENTIS PAR LA BANQUE DU CANADA

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que le discours du trône prévoit reconnaître et donner gain de cause à l'ex-brillant premier ministre de la Colombie-Britannique quant à la participation d'une province à la propriété d'une banque, l'honorable ministre a-t-il l'intention de profiter de cette même occasion pour reconnaître la nécessité de supprimer les limites de six mois aux prêts consentis actuellement aux provinces par la Banque du Canada?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pourrai peut-être traiter de cette question avec plus de détails quand je présenterai éventuellement et assez tôt une loi visant à permettre aux provinces d'investir dans les banques à charte au Canada. Comme l'a dit l'honorable député, c'est par coïncidence que l'auteur de cette proposition est présentement dans les tribunes aujourd'hui.

[Traduction]

DEMANDE D'EXPOSÉ DU PROJET DE RÉFORME DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL—LES INCIDENCES PROBABLES SUR LE MARCHÉ DE L'OR ET LE COURS DU DOLLAR CANADIEN

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Nous dirait-il s'il va faire sous peu une déclaration à l'appel des motions ou s'il va participer au prochain débat pour nous dire où en sont précisément les efforts de réforme du Fonds monétaire international, de nous faire part des résultats de la conférence ratée de Rome, de traiter d'une question qui s'y rattache, c'est-à-dire de la fâcheuse situation de la monnaie canadienne, et également du marché effréné de l'or et de toutes les questions connexes?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je vais participer au débat sur l'Adresse en